2020_CT2_236

OBJET : Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale - Attribution d'une subvention dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville à l'association la ManuFabrik pour la mise en oeuvre de la remobilisation et l'accompagnement des Conseils Citoyens du Territoire du Pays d'Aix

Le 16 novembre 2020, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la Salle polyvalente à Mimet, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 10 novembre 2020, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : AMAR Daniel – ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BONFILLON Béatrice – BOULAN Michel – BURLE Christian – CHAUVIN Pascal – CORNO Jean-François – CRISTIANI Georges – DELAVET Christian – FERNANDEZ Stéphanie – FREGEAC Olivier – GACHON Loïc – GARCIN Eric – GERARD Jacky – GOMEZ André – GRUVEL Jean-Christophe – HUBERT Claudie – JOISSAINS Sophie – LANGUILLE Vincent – MERCIER Arnaud – PELLENC Roger – PENA Marc – POUSSARDIN Fabrice – RAMOND Bernard – ROVARINO Isabelle – RUIZ Michel – SERRUS Jean-Pierre – SLISSA Monique – TAULAN Francis – VENTRON Amapola – VINCENT Jean-Louis – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : AMIEL Michel donne pouvoir à SLISSA Monique – BENKACI Moussa donne pouvoir à VINCENT Jean-Louis – BIANCO Kayané donne pouvoir à FERNANDEZ Stéphanie – BRAMOULLÉ Gérard donne pouvoir à BONFILLON Béatrice – CANAL Jean-Louis donne pouvoir à GARCIN Eric – CESARI Martine donne pouvoir à FREGEAC Olivier – CIOT Jean-David donne pouvoir à POUSSARDIN Fabrice – CONTÉ Marie-Ange donne pouvoir à PELLENC Roger – DAGORNE Robert donne pouvoir à DELAVET Christian – DESVIGNES Vincent donne pouvoir à LANGUILLE Vincent – GOURNES Jean-Pascal donne pouvoir à CRISTIANI Georges – GRANIER Hervé donne pouvoir à GOMEZ André – JOISSAINS MASINI Maryse donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – KLEIN Philippe donne pouvoir à CHAUVIN Pascal – MALLIÉ Richard donne pouvoir à VENTRON Amapola – MORBELLI Pascale donne pouvoir à GACHON Loïc – PAOLI Stéphane donne pouvoir à TAULAN Francis – PETEL Anne-Laurence donne pouvoir à SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre donne pouvoir à ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : CHARRIN Philippe – DI CARO Sylvaine – FILIPPI Claude – GUINIERI Frédéric – MARTIN Régis – SANNA Valérie

Secrétaire de séance : LANGUILLE Vincent

Monsieur Loïc GACHON donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20201116-2020_CT2_236-
DE
Date de télétransmission : 24/11/2020
Date de réception préfecture : 24/11/2020

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Habitat et aménagement du territoire Politique de la ville / Cohésion sociale

■ Séance du 16 novembre 2020

04_2_02

■ Attribution d'une subvention dans la cadre de la programmation du Contrat de Ville à l'association la ManuFabrik pour la mise en oeuvre de la remobilisation et l'accompagnement des Conseils Citoyens du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 21 février 2014 reconnaît et valorise les habitants comme des partenaires essentiels de la Politique de la Ville dans le cadre de la co-construction du contrat et des projets s'y rapportant ainsi qu'aux démarches de suivi et d'évaluation. Actuellement, huit conseils citoyens ont été mis en place sur l'ensemble des quartiers définis comme prioritaires que sont : Beisson, Corsy, Encagnane et le Jas de Bouffan pour la Commune d'Aix-en-Provence ; le logis Notre Dame pour la commune de Gardanne ; le centre ancien pour la commune de Pertuis et le secteur centre et la Frescoule pour la commune de Vitrolles.

Au titre de sa compétence politique de la ville et dans le cadre du contrat de ville territorial, le Territoire du Pays d'Aix a adopté, par délibération n°2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015, le principe d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement de conseils citoyens constitués.

Face au constat fait par les différentes équipes opérationnelles de l'apparition de difficultés dans le fonctionnement de certains Conseils Citoyens, il apparaît opportun de poursuivre l'accompagnement qui avait été financé par le Territoire en 2019. Cette action était portée par Cité Ressources qui ne peut plus intervenir sur le Territoire en raison d'une restructuration interne.

Dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé en septembre 2019, le Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa compétence politique de la Ville, a retenu, en lien avec les partenaires financeurs du Contrat de ville, un nouveau porteur pour la mise en œuvre d'un projet permettant la remobilisation

et l'accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant de crédits spécifiques de 30 000 €.

L'association la ManuFabrik a été retenue pour un soutien financier du Territoire car elle propose d'axer son action, intitulée « Accompagnement des conseils citoyens », sur l'appui à la remobilisation des conseils citoyens en favorisant des temps d'aller vers et de rencontres avec les associations et acteurs-relais des territoires concernés et d'accompagnement pour ceux qui ont un nombre de membres suffisant leur permettant de fonctionner dans de bonnes conditions. Son action s'inscrit dans la continuité de l'action d'accompagnement des Conseils Citoyens portée par Cité Ressources et financée en 2019 par le Territoire.

Cette action s'inscrit pleinement dans les orientations du Territoire dans le cadre de l'exercice de sa compétence Politique de la Ville. Il est ainsi proposé de soutenir financièrement selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	Association	Commune	Actions	Budget global de l'association	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au contrat de ville	Subvention TPA proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain								
2020_01475	La ManuFabrik	Aix en Provence – Gardanne – Pertuis Vitrolles	Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix	160 843 €	40 500 €	30 000 €	29 000 €	OUI
TOTAL							29 000 €	

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement de ce projet déposé dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2020, s'élève à 29 000 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 qui déclare d'intérêt communautaire le soutien financier aux actions d'accompagnement des conseils citoyens ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement d'un projet d'accompagnement des conseils citoyens du territoire au titre de la programmation 2020 du Contrat de Ville territorial du Pays d'Aix.
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre de la délibération n° 2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 permettant l'attribution d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement des conseils citoyens.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association ManuFabrik pour son action « Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix » d'un montant de 29 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association la ManuFabrik.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 510.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20201116-2020_CT2_236-
DE
Date de télétransmission : 24/11/2020
Date de réception préfecture : 24/11/2020

CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION SPÉCIFIQUE DE FONCTIONNEMENT

N° 02/2020 Politique de la ville

Entre,

Le TERRITOIRE DU PAYS D'AIX, domicilié cs40868 13626 Aix-en-Provence cedex 1, représenté par son Vice-Président délégué à l'Habitat, Politique de la Ville, Prévention de la délinquance, Cohésion sociale et gens du voyage, Monsieur Loïc GACHON, dûment habilité par l'arrêté n°20_CT2_068 du 22 juillet 2020 ;

Ci-après dénommée « Territoire »

D'une part,

Et

La Manufabrik située au 41, rue Jaubert 13005 Marseille, représenté par Monsieur Pierre-Alain CARDONA son Président, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé : le « bénéficiaire »

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n°2015-1085 du 28 août relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Vu le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Vu la délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du pays d'Aix ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Métropole adopté par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 ;

Vu le dossier de demande de subvention de l'opérateur enregistré sous le n° 2020_01475

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités de paiement de la subvention attribuée par le Territoire du Pays d'Aix au bénéficiaire.

ARTICLE II : OBJET ET MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Territoire du Pays d'Aix attribue une subvention d'un montant total maximal de 29 000 €, soit 71,60 % du coût total prévisionnel, pour un montant subventionnable de 40 500 € correspondant aux dépenses éligibles prévues dans le dossier de demande de subvention présenté à la Métropole, selon la répartition suivante :

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20201116-2020_CT2_236- DE Date de télétransmission : 24/11/2020 Date de réception préfecture : 24/11/2020

Action	Budget Association	Budget action	Participation	Taux intervention
Accompagnement des conseils citoyens	160 843 €	40 500 €	29 000 €	71,60 %

ARTICLE III : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à utiliser les sommes attribuées par le Territoire du Pays d'Aix conformément à l'objet de la subvention décrit dans les dossiers de demande de subvention présentés au Territoire.

ARTICLE IV : MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION SPÉCIFIQUE DE FONCTIONNEMENT

Cette subvention spécifique de fonctionnement est liquidée de la façon suivante :

- un acompte de 80% après notification de la convention attributive de la subvention. Cet acompte est déductible des versements suivants ;
 - Le solde sera versé l'année suivante au regard de la production des éléments suivants, au plus tard le 30 juin 2021 :
 - les derniers bilans et comptes de résultat connus de l'association certifiés par le Président et le Trésorier de l'association,
 - un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée
 - le compte de résultat final de l'action conventionnée, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association,
- Un état définitif des factures acquittées pourra être demandé.

ARTICLE V : DÉLAI DE VALIDITÉ DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire d'une subvention de fonctionnement spécifique dispose d'un délai d'un an à compter du vote de celle-ci pour présenter les pièces justificatives.

ARTICLE VI : MODALITÉS DE CONTRÔLE

Le Territoire peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

Le bénéficiaire ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions est tenu de fournir au Territoire une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le Commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par le représentant habilité pour les autres.

- Lorsque la subvention métropolitaine est affectée à une dépense déterminée, le bénéficiaire doit produire au Territoire un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- Ce compte-rendu financier, présenté selon les dispositions réglementaires en vigueur, doit être transmis au Territoire dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

ARTICLE VII: MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit du Territoire, celle-ci peut diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En outre si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire peut être révisée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles

(Article 58.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020).

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20201116-2020_CT2_236- DE Date de télétransmission : 24/11/2020 Date de réception préfecture : 24/11/2020

ARTICLE VIII : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect d'un des délais prévus par la présente convention, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre au versement de la subvention ou au versement du solde de la subvention ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

Si le contrôle sur pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par le Territoire conduisent le Territoire à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou le non-respect par le bénéficiaire d'une disposition du règlement budgétaire et financier, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre au versement du solde de la subvention ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

ARTICLE IX : DEVOIR D'INFORMATION

Le bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais le Territoire de toute modification importante matérielle, financière ou technique affectant le programme aidé (changement de dénomination sociale du bénéficiaire, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, etc.).

Toute modification de l'objet de la subvention, doit être acceptée par le Territoire et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE X : RESPONSABILITÉ DU TERRITOIRE

L'aide financière apportée par le Territoire à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE XI : MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par le Territoire, le bénéficiaire devra faire état de l'aide métropolitaine par tout moyen autorisé par l'institution, par exemple, l'apposition du logo du Territoire.

ARTICLE XII : DATE D'EFFET ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est exécutoire à sa notification par le Territoire au bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de la subvention au bénéficiaire de l'aide, par la résiliation de la convention à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention ou par la résiliation unilatérale et de plein droit par le Territoire dans le cas où les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de la subvention.

La résiliation mettra fin à l'aide apportée par le Territoire qui pourra exiger le reversement des sommes versées non encore engagées par le bénéficiaire.

Fait à
en 2 exemplaires originaux
Le

Pierre-Alain CARDONA
Président de la Manufabrik

Président du Territoire du Pays d'Aix
ou son représentant

(cachet et signature)

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20201116-2020_CT2_236- DE Date de télétransmission : 24/11/2020 Date de réception préfecture : 24/11/2020

OBJET : Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale - Attribution d'une subvention dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville à l'association la ManuFabrik pour la mise en oeuvre de la remobilisation et l'accompagnement des Conseils Citoyens du Territoire du Pays d'Aix

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le 19 NOV. 2020

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20201116-2020_CT2_236-
DE
Date de télétransmission : 24/11/2020
Date de réception préfecture : 24/11/2020